

CONSULTATION PUBLIQUE de la CRE
sur le projet de déploiement d'un système de comptage évolué par GrDF
22 juin 2011

REPONSES
du Syndicat intercommunal d'énergie d'Indre-et-Loire

Page 8/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 1 :

OUI, elles seraient satisfaisantes.

Elles permettraient uniquement une meilleure gestion des relevés compteurs (mensuels), des ouvertures et fermetures de ceux-ci, si tout fonctionne correctement et qu'il y a encore des hommes sur le terrain.

NOTA :

1°) Les données clients, autres que mensuelles, ne devraient être communiquées aux fournisseurs, y compris à leur propre fournisseur, qu'avec l'accord expresse et non implicite des clients.

Le client doit donner son accord pour communiquer les données le concernant et non refuser de communiquer les données.

Bien souvent, le client doit cocher une case « je refuse la communication des données me concernant » si bien que, s'il ne coche pas la case pour une raison quelconque(ex : écrit en tout petit), ses données sont communiquées, vendues pour être plus précis.

Le client devrait pouvoir cocher « j'accepte que mes données personnelles soit communiquées » . A défaut, il ne devrait pas y avoir de communication des données personnelles. Le client doit être maître de son choix.

2°) D'autre part, la MDE des clients individuels sera très limitée. Votre document page 15/21 se base sur 0,2 %, de MDE ce qui est négligeable par rapport au coût d'investissement global. D'où la question de l'intérêt de tout changer. Qui sera le gagnant ? Pas les clients.

Page 8/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 2 :

NON, c'est de l'ordre du gadget.

Il n'y aura pas d'améliorations objectives pour le client, sauf à payer des prestations ou des options dont il n'aura pas forcément besoin.

Page 10/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 3 :

Techniquement, cela semble une évidence.

NOTA :

Cependant redondance rime avec coûts supplémentaires...

L'hypothèse retenue de 19.000 concentrateurs semble largement sous-estimée. L'hypothèse haute de 30.000 concentrateurs serait plus vraisemblable. En effet, bien des concessions rurales ont moins d'une centaine de compteurs alors qu'un concentrateur est prévu pour 1.000 compteurs. Et il faudra un concentrateur par commune du fait de son isolement.

Sans oublier qu'il faudra changer les concentrateurs tous les 10 ans. A ce jour, selon les chiffres GrDF, un concentrateur coûte posé 3.000 €.

Le remplacement des 30.000 concentrateurs à 10 ans puis à 20 ans n'a, a priori, pas été prévu soit un surcoût de 180 millions d'euros. Et c'est sans compter sur les pannes. A rapporter aux 157 millions d'euros de MDE. Qui va payer ?

Page 10/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 4 :

Qui répondrait non ?

Page 10/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 5 :

Non pour les raisons évoquées au point 3.1 de la consultation - Page 10/21

Page 11/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 6 :

OUI

Page 12/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 7 :

NON

NOTA :

La durée totale du déploiement, avec sa cohorte de problèmes de communications et d'informatique, sera trop importante.

L'image du gaz ne sera pas valorisée par rapport au simple changement d'un compteur et du contact humain chez le client.

Page 13/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 8 :

Ce n'est pas le comptage évolué qui renforcera l'image du gaz.

Ce sont les contacts clients avec le distributeur (pour GrDF) qui donnent l'image de sécurité et de sérieux, une gestion rapide et efficace, au quotidien, des petits litiges et problèmes qui sont un gage de bonne image et surtout un coût du gaz en baisse.

Investir 1,4 milliard d'euros, à minima, pour permettre quelques centimes d'euros d'économies et de payer des dizaines d'euros en plus pour des services sans intérêts ne donnera pas une bonne image du gaz. Cette somme devrait être utilisée pour optimiser le stockage de gaz (trop de pertes) et la distribution.

L'argument de la diminution des pertes du distributeur ne tient pas la route. Comment un compteur, même évolué, peut-il diminuer les pertes.

NOTA :

La consultation en page 13/21 au 3ème alinéa du 1.1 précise

« ... l'apparition d'offres commerciales plus adaptées aux profils de consommation des consommateurs ou de nouveaux services »

C'est là qu'intervient le profilage du client avec le compteur évolué principe énoncé par GrDF en page 9/72 de son rapport.

L'idée sous-jacente sera d'avoir une offre commerciale par client.

Comment comparer alors les offres ? Y-aura-t-il des éléments objectifs de comparaison entre les fournisseurs ?

Les petits consommateurs seront largement pénalisés alors qu'ils font peut-être une excellente MDE.

Un client qui fait une MDE optimum est un client qui ne consomme pas ou peu.

La jungle des tarifs se profile à l'horizon. Le client ne sera jamais gagnant. La précarisation guette de plus en plus de nos concitoyens fragiles financièrement et intellectuellement.

Quid des personnes âgées, malades, etc.

Même avec un compteur évolué, si celui-ci ne donne pas la bonne information ou si le traitement en aval n'est pas bon, il y aura des litiges.

Si ceux-ci ne sont pas traités rapidement et efficacement, l'image du gaz ne sera pas améliorée. Le recours aux centres d'appels n'est pas un vecteur de bonne image. Cela empire avec la délocalisation des centres avec des conseillers qui ne savent même pas lire une adresse ou appliquent bêtement une check list.

Il en va de même pour tout autre produit de grande consommation comme l'électricité, la téléphonie mobile, les mutuelles, les banques, etc.....

Actuellement, beaucoup de projets de développement de réseaux de gaz naturel sont stoppés pour un bénéfice/investissement négatif.

Si les sommes présentées, de l'ordre de 1,4 milliard d'euros pour le comptage évolué, étaient mises en place pour financer les subventions d'équilibre et donc le développement des réseaux, le gaz aurait une image de souplesse, d'accessibilité et de coût bien meilleur.

Page 14/21

RÉPONSE A LA QUESTION N°9 :

1.042 millions d'euros d'investissement GRD

169 millions d'euros de coûts d'opérations GRD

180 millions d'euros de coût de remplacement* des concentrateurs sur 20 ans non prévus

10% dérive des coûts

= 1.530 millions d'euros

*19.000 concentrateurs prévus, 30.000 plus proche de la réalité. Remplacement tous les 10 ans (Voir page 56/72 du rapport GrDF) soit 2 fois en 20 ans.

Coût concentrateur 1.000 € + MO 2.000 € = 3.000 € (Voir page 56/72 et 57/72 du rapport GrDF)

30.000 x 3.000 € = 90 millions d'euros par 2 en 20 ans = 180 millions d'euros

Il est intéressant de comparer 1,5 milliard d'€ pour une économie des clients de 0,2 % estimée à 157 millions d'euros (page 15/21 paragraphe 2.1)

157 millions d'euros pour 11 millions de clients = 0,71 € d'économie par an sur 20 ans soit 14 €
1.530 millions d'euros pour 11 millions de clients = 7 € de surcoût par an sur 20 ans soit 139 €

CQFD

Page 14/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 10 :

NON

NOTA :

Disposer d'un compteur évolué avec une mémoire et une prise permettant de se connecter dessus permettrait d'accéder aux informations dans le cadre d'une prestation gratuite du fournisseur ou du distributeur chez le client afin d'analyser sa consommation.

Quitte à poser gratuitement un analyseur sur quelques semaines, ce qui serait beaucoup plus pertinent pour une analyse a posteriori.

Avec une bonne campagne de communication la MDE serait efficace.

Pourquoi ne pas imaginer un terminal unique, gratuit, mis à disposition de tous les français, que l'on pourrait personnellement raccorder sur chaque compteur (eau, électricité, gaz, etc.) qui lirait les informations personnelles internes aux compteurs. Chaque client disposant ensuite des éléments comme il veut. Là serait la MDE.

Page 14/21

RÉPONSE A LA RÉPONSE A LA QUESTION N° 11 :

NON

Non fiabilité d'internet et de tous les moyens de communication autre que papier.

Risque de marketing agressif, déguisé.

L'information doit rester interne au compteur. Capacité mémoire sur 6 mois ou 1 an, vidée annuellement par le distributeur lors d'une relève.

Page 17/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 12 :

Un mécanisme de régulation incitatif spécifique ne fera qu'amplifier la problématique du coût du déploiement.

Une incitation financière ne fera qu'inciter le distributeur à sous-traiter au plus bas coût et non à la meilleure prestation. Le beurre et l'argent du beurre.

Page 18/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 13 :

Tout travail mérite salaire et les coûts échoués doivent être couverts.

Page 18/21

RÉPONSE A LA QUESTION N° 14 :

NON

Le distributeur devrait financer le déploiement avec les provisions pour renouvellement qu'il a thésaurisé.

RÉPONSE A LA QUESTION N° 15 :

Avis favorable

RÉPONSE A LA QUESTION N° 16 :

NON

RÉPONSE A LA QUESTION N° 17 :

Ce projet occulte :

- La stagnation, par défaut de financement, du développement des réseaux en gaz naturel par GrDF ;
- les autres distributeurs qui, au terme des concessions GrDF, pourront racheter les réseaux et devront ipso facto racheter les réseaux de communication qui, en terme de distribution, n'apportent pas de plus valu pour véhiculer du gaz ;
- la problématique des réseaux propane existants et à venir qui sont compatibles avec le gaz naturel. Les distributeurs devront-ils équiper leurs réseaux au standard qui serait mis en place de GrDF.

Ce projet met en évidence :

- une augmentation du coût des réseaux pour peu de retour sur investissement pour les clients (0,2% de MDE) ;
- la futur prolifération d'offres, non comparables entre-elles, avec leur lot de clients qui se feront abuser. Quelle belle image du gaz !

Quid :

- des compteurs communicants d'autres fournisseurs, n'y aurait-il que GrDF ?
- des communes qui souhaiteront le gaz mais qui seront difficile d'accès pour les communications. Auront-elles un surcoût pour les communications, ce qui plombera le B/I et annihilera le projet ou le surcoût sera -t-il financé par les autres clients ?
- les calculs de bénéfices sur investissements (B/I) seront de plus en plus négatifs avec le coût des SI. D'où des demandes de subventions d'équilibre aux autorités concédantes et aux communes. Est-ce une façon déguisée de faire financer les réseaux par l'impôt ?
- de l'affichage sur le nouveau compteur même. Rien ne remplace un affichage mécanique fiable, sans entretien, sans pile ni électronique.

Enfin soyons pragmatiques :

- Écrire qu'un compteur évolué va permettre une MDE efficace en détectant un thermostat défectueux, c'est ubuesque. Sur un ballon d'eau chaude, si le thermostat est défectueux, vous avez de l'eau froide ou de l'eau trop chaude. Pas besoin d'un compteur pour le dire. Pour le chauffage, il en va de même ;
- d'autre part, autant avec l'électricité un client a des centaines de récepteurs (appareils consommateurs d'énergie) à son domicile, qu'il peut isoler séparément pour visualiser sa consommation, autant avec le gaz, il n'y a que la chaudière et la cuisinière. Visualiser sa consommation instantanément ne rime à rien ;
- un client qui veut faire sa MDE se rendra naturellement vers son compteur pour le consulter ;
- comme pour l'eau ou le fuel, les clients impliqués dans leur MDE sont suffisamment intelligents pour faire une soustraction sur un volume et de multiplier le résultat par le prix du KWH issu de leur facture (coût global divisé par le nombre de KWH) ;
- s'il le faut, ils relèveront leurs compteurs tous les jours, toutes les semaines ou tous les mois ;
- pléthore de fonctions et d'affichages ne serviront donc à rien, sauf à embrouiller les clients ;
- personne ne cherche le coût de son gaz au centime d'€ près ;

- disposer d'un compteur évolué avec une mémoire, avec une prise permettant de se connecter directement dessus, permettrait d'accéder aux informations dans le cadre d'une prestation gratuite du fournisseur ou du distributeur avec un contact client, chez celui-ci, afin d'analyser sa consommation. Quitte à poser gratuitement un analyseur sur quelques semaines, ce qui serait beaucoup plus pertinent pour une analyse a posteriori.
- pourquoi ne pas imaginer un **terminal unique et gratuit**, mis à disposition de tous les français, que chacun pourrait personnellement (code) raccorder sur ses compteurs (eau, électricité, gaz, etc.) qui lirait les informations personnelles internes aux compteurs. Chaque client disposant ensuite des éléments comme il veut (internet, logiciel fourni séparément, intervention distributeur pour le conseil). Là serait la MDE.
- **autre aspect important en matière de sécurité.** Il est écrit que la durée de vie de la pile du compteur est de 20 ans, identique à celle du compteur. **Comme il n'y aura plus de déplacements pour les relèves, un compteur** (comprendre branchement, coffret, etc.) **pourrait ne pas être visité pendant 20 ans.** Comment, expliquer au client que les dégradations liées au temps, aux conditions climatiques, ne seront pas vues sauf accident. **Mauvaise image du gaz.** Comment expliquer que l'évolution de l'environnement du coffret ne soit pas détectée (dépôts sauvages, broussailles, activités dangereuses, accidents de terrain, accidents routiers, etc.) faute de déplacements terrains. **Mauvaise image du gaz.**

En conclusion :

1.530 millions d'euros pourraient être employés pour :

- améliorer techniquement le stockage de gaz naturel et sa distribution ce qui réduirait les compte d'écarts de distribution et réduirait le coût du m3 de gaz ;
- aider au financement de la construction de nouveaux réseaux, des extensions et des renouvellements des réseaux en service ;
- à des campagnes d'information des clients sur les bonnes pratiques de l'emploi du gaz comme énergie ;
- aider au financement des travaux de rénovation de installations intérieures des clients
- développer des équipements telles les pompes à chaleur au gaz naturel, la pile à combustible au gaz naturel ou la chaudière stirling et en faire la promotion ;
- promouvoir le gaz naturel comme carburant avec des compresseurs aux domiciles clients ;
- maintenir une proximité des services aux clients.